

**DEMANDES D'AUTORISATION / D'AGREMENT**  
**DES SOCIETES / DIRIGEANTS**  
**QUI EXERCENT DEJA**  
**DES ACTIVITES DE SECURITE PRIVEE**

**Consulter le site : [www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr)**

QUOI ?

La loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI) indique que :

les entreprises, ainsi que leurs dirigeants

- qui exercent des activités privées de sécurité,
- au jour de la publication du décret d'application sur le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS),

peuvent poursuivre leur activité si :

- dans les trois mois qui suivent,
- sont déposées de nouvelles demandes d'autorisation et d'agrément.

Un **accusé de réception** constatant le bon accomplissement de cette formalité est délivré par le préfet.

Les demandes seront ensuite transmises au CNAPS qui les instruira et prendra les décisions définitives d'autorisation d'exercer et d'agrément.

**QUI ?**

Toutes les activités privées de sécurité sont concernées :

- surveillance humaine ou électronique et gardiennage avec ou sans chien,
- transport de fonds,
- protection physique des personnes,
- sûreté dans les aéroports,

mais aussi :

- recherches privées

Les **entreprises** concernées sont celles :

- qui disposent d'une autorisation d'exercer valide,
- dont l'objet est l'exercice d'une activité privée de sécurité ou de recherches privées, à titre individuel ou en société,
- ou dont certains salariés sont chargés, pour le propre compte de l'entreprise, d'une activité privée de sécurité (service interne de sécurité).

Les **dirigeants** concernés sont ceux :

- qui disposent d'un agrément valide,
- qui dirigent, gèrent, ou sont associés,
- d'une entreprise qui fournit une prestation de sécurité privée (les services internes ne sont pas concernés).

## QUAND ?

Les demandes d'autorisation et d'agréments sont déposées :

- à compter de la publication du décret sur le CNAPS
- dans un délai maximum de **trois mois**.

## COMMENT ?

Le plus rapide :

- demande en ligne
- Télé service accessible sur [www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr) (« vos démarches »)

Par voie postale :

- formulaire disponible sur [www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr) (« vos démarches »)
- envoyé par courrier à la préfecture qui a délivré l'autorisation ou l'agrément initial.

**Demande d'autorisation / agrément pour une entreprise  
exerçant déjà  
une activité privée de sécurité ou de recherches privées**

*(remplir obligatoirement toutes les zones surlignées)*

Je, soussigné (e),

Nom : ..... Prénom : .....

Né(e) le : ..... à ..... Nationalité : .....

Adresse personnelle : (remplir annexe 1)

Qualité au sein de la société (Associé, Gérant, Directeur) : .....

de l'établissement (N° SIRET) : .....

de la société (dénomination commerciale) : .....

adresse de l'établissement :

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

☎ : ..... courriel : .....@.....

**déclare exercer une activité privée de sécurité dans un des domaines suivants (cocher une seule case) :**

- surveillance humaine ou électronique, gardiennage
- transport de fonds
- surveillance humaine ou électronique, gardiennage et transport de fonds
- protection physique des personnes
- recherches privées

**Sous couvert de l'autorisation n° : .....**(si la décision est numérotée)

**délivrée le : ..... par le préfet du département : .....**

Fait à ....., le.....

Signature et cachet de l'entreprise :

**Envoyer votre demande à la préfecture du siège de votre établissement,  
à l'adresse figurant sur votre autorisation en cours de validité**

## liste des pièces à fournir:

### • **Pour l'établissement :**

1. Le présent imprimé dûment complété
2. la copie de la **décision d'autorisation en cours de validité,**
3. Récapitulatifs des dirigeant(s) / gérant(s) / associés (*annexe 1*)
4. un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (ou document justifiant de l'inscription à l'U.R.S.S.A.F. pour les travailleurs indépendants en recherches privées), datant de moins de trois mois :
  - extrait KBIS lorsqu'il s'agit d'une société (SARL, SAS, EURL...)
  - extrait LBIS dans le cas d'un établissement secondaire,
  - extrait K pour une entreprise en nom propre.
5. Une copie des statuts de l'entreprise, à jour, paraphée par le gérant et les associés et intégrant obligatoirement (sauf entreprises en nom propre qui n'ont pas statut) :
  - Le nom du gérant (si ce n'est pas le cas joindre le procès-verbal de l'assemblée générale ou du conseil d'administration de nomination du gérant)
  - La liste nominative des fondateurs, administrateurs, directeurs ou gérants,
  - la répartition du capital social avec le nom de chaque associé.
6. Justificatif de domiciliation du siège de l'établissement
  - pour des locaux commerciaux :
    - le contrat de bail de locaux commerciaux ou le contrat de sous location de locaux commerciaux ou le contrat de mise à disposition de locaux, etc.
  - pour un siège au domicile:
    - si locataire
      - copie du bail du domicile
      - copie de la lettre adressée au bailleur demandant l'autorisation d'exercer votre activité à domicile
      - copie de la réponse favorable du bailleur
      - copie du règlement interne de la copropriété autorisant une implantation commerciale
    - si propriétaire
      - copie du titre de propriété
      - justificatif de domicile portant votre nom (quittance EDF, facture France télécoms...)
      - copie du règlement interne de la copropriété autorisant une implantation commerciale
7. le formulaire de participation financière de la personne morale :
  - une attestation de détention de participation financière dans d'autre entreprise dûment complétée et signée par chaque actionnaire de l'entreprise (*annexe 2*),
8. l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité professionnelle de l'entreprise

### • **Pour tous les dirigeant(s)/gérant(s)**

1. la copie de la **décision d'agrément en cours de validité**, si il est spécifique à la personne ( *les arrêtés d'autorisation en cours de validité délivrent souvent les agréments des dirigeants/gérant en même temps*),
2. la copie recto-verso d'un titre d'identité en cours de validité (*carte nationale d'identité ou passeport français, ou titre de séjour si ressortissant étranger*)
3. un justificatif de l'aptitude professionnelle des dirigeant(s)/gérant(s),

### • **Pour tous les associés**

1. la copie recto-verso d'un titre d'identité en cours de validité.

Annexe 1 :

## Récapitulatif des dirigeant(s) / gérant(s) / associé(s)

(remplir obligatoirement toutes les zones surlignées)

ajouter autant de feuillet que nécessaire

### Dirigeant 1 (signataire de la demande) :

Qualité au sein de la société (Associé, Gérant, Directeur) : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Né(e) le : ..... à ..... Nationalité : .....

Adresse personnelle :

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

☎ : ..... courriel : .....@.....

référence agrément (si différent arrêté d'autorisation de la société) :

N° : ..... délivré le : ..... par le préfet du département : .....

**Dirigeant 2 :**

Qualité au sein de la société (Associé, Gérant, Directeur) : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Né(e) le : ..... à ..... Nationalité : .....

Adresse personnelle :

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

☎ : ..... courriel : .....@.....

référence agrément (si différent arrêté d'autorisation de la société) :

N° : ..... délivré le : ..... par le préfet du département : .....

**Dirigeant 3 :**

Qualité au sein de la société (Associé, Gérant, Directeur) : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Né(e) le : ..... à ..... Nationalité : .....

Adresse personnelle :

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

☎ : ..... courriel : .....@.....

référence agrément (*si différent arrêté d'autorisation de la société*) :

N° : ..... délivré le : ..... par le préfet du département : .....



**Demande d'autorisation pour une entreprise  
exerçant déjà  
une activité privée de sécurité (service interne)**

*(remplir obligatoirement toutes les zones surlignées)*

Je, soussigné(e), Nom : ..... Prénom : .....

Né(e) le : ..... à .....

Qualité au sein de la société (Associé, Gérant, Directeur) : .....

de l'établissement (N° SIRET) : .....

de la société (dénomination commerciale) : .....

adresse de l'établissement :

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

☎ : ..... courriel : .....@.....

**déclare disposer d'un service interne de sécurité exerçant les activités suivantes (cocher une seule case) :**

- ◆ surveillance et gardiennage
- ◆ transport de fonds
- ◆ protection physique des personnes
- ◆ surveillance, gardiennage / transport de fonds
- ◆ surveillance, gardiennage / protection physique des personnes
- ◆ protection physique des personnes / transport de fonds
- ◆ surveillance, gardiennage / transport de fonds / protection physique des personnes

implanté à l'adresse suivante (si différent du siège de l'établissement)

n° et rue : .....

complément d'adresse : .....

code postal : ..... ville : ..... pays : .....

**Sous couvert de l'autorisation n° : .....(si la décision est numérotée)**

**délivrée le : .....par le préfet du département : .....**

Fait à ....., le.....

Signature et cachet de l'entreprise :

Envoyer votre demande à la préfecture du siège de votre établissement, à  
l'adresse figurant sur votre autorisation en cours de validité

liste des pièces à fournir:

1. Le présent imprimé dûment complété
2. la copie de la **décision d'autorisation en cours de validité,**
3. un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois :
  - extrait KBIS lorsqu'il s'agit d'une société (SARL, SAS, EURL...)
  - extrait LBIS dans le cas d'un établissement secondaire,
4. la copie du contrat de travail du responsable du service de sécurité de l'établissement